

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909

EDITORIAL

LA RENTREE LIBERALE

Début septembre la tradition française est celle de la rentrée « sociale ». Elle traduit parfaitement le mode de fonctionnement de notre pays : syndicats, corporations, minorités et collectifs dominant la vie politique, et la vie politique empoisonne les relations entre les Français et perturbe l'économie. Au début de chaque année, tous ces braves gens entendent clamer haut et fort que c'est la rue qui fait la loi. Ils signalent qu'ils sont prêts à redémarrer et à multiplier revendications, manifestations, pétitions, voire séquestrations et agressions.

Cette rentrée ressemblera sans doute aux autres, bien que le gouvernement ait mis dans la balance ce qu'il fallait de démagogie pour espérer calmer les esprits : rallonge des allocations de rentrée scolaire, bons de transport, autres gadgets destinés à conforter la « cohésion sociale ». Parallèlement une grande négociation sur la meilleure façon de négocier va occuper les partenaires sociaux : centrales syndicales et patronales vont chercher des moyens pour améliorer le mythique « dialogue social » et notamment canaliser le droit de grève. Les tentatives précédentes ont révélé qu'un tel objectif est hors de portée du moment où les leaders syndicaux de la CGT et de FO sont avant tout des adeptes de la lutte finale, et où l'Etat vient se mêler d'affaires qui ne le concernent pas et pèse toujours du même côté : n'a-t-il pas le devoir de garantir la justice sociale contre la rapacité des entrepreneurs ?

La conjoncture électorale peut donner cette année un relief particulier à la rentrée sociale : les lobbies syndicaux et associatifs voudront rappeler qu'une campagne présidentielle ne peut se faire sans eux. Ils voudront encadrer et accompagner les candidatures, et faire monter les enchères de la démagogie – déjà amorcées aussi bien à droite qu'à gauche.

Tout cela est bien connu, et ne justifierait pas votre attention. En revanche, l'élément nouveau de cette rentrée pourrait bien être la réapparition des idées libérales dans le débat public.

J'observe que sous la houlette de Laurence PARISOT le Medef, au cours de son Université d'Eté, a marqué sa volonté de faire pression sur les candidats pour qu'ils prennent enfin en compte les réalités des entreprises françaises, leur difficulté à créer des emplois et leur perte de compétitivité dues au harcèlement fiscal, social et réglementaire qu'elles subissent.

Pour ne pas être en reste et pour enrichir le débat notre propre Université s'est terminée, comme annoncé, par la présentation du Guide du candidat. Il montre la voie des réformes à réaliser d'urgence pour éviter l'explosion sociale et la ruine économique qui s'annoncent en France.

Notre Université a connu, une fois de plus, un grand succès – soigneusement étouffé par la presse comme il se doit. Le discours introductif du président Vaclav KLAUS a été porteur d'un message d'espoir pour l'Europe : non l'Europe n'est pas condamnée à une union politique aussi nuisible qu'inefficace, oui elle peut être l'occasion d'amorcer des changements décisifs dans la plupart des pays, qui n'ont pas encore entrepris les réformes indispensables pour s'adapter aux exigences de la mondialisation et répondre aux aspirations de liberté et de promotion sociale de peuples sous le joug communiste et socialiste depuis si longtemps. Bien évidemment cette Europe de la libération serait la bienvenue en France, la plus vieille des nations de la vieille Europe.

C'est bien dans ce contexte national et européen que les libéraux entendent alerter les électeurs et les candidats au cours des mois à venir. Les Français courent aujourd'hui des risques dont ils ne sont pas tous, ou pas toujours conscients. Peut-on s'accommoder d'une société où la vraie « fracture sociale » est entre public et privé, entre privilégiés et assujettis ?

Peut-on trouver une solution au dramatique problème de l'immigration et de l'intégration sans refondre le système de protection sociale, sans donner aux valeurs de civilisation la place qu'elles devraient avoir dans les écoles et les médias ? Peut-on sacrifier la jeunesse en la préparant au chômage, au nivellement, et au paiement d'une énorme dette publique et sociale contractée par les aînés ? Peut-on réduire les futurs retraités à la misère ?

A ma connaissance, seuls les libéraux ont la lucidité et le courage de poser les vraies questions, de dire la vérité aux Français endormis et épuisés par les discours politiques. Seuls ils proposent les vraies solutions, issues de la réflexion théorique et de l'expérience pratique de nombreux pays qui naguère étaient dans la même situation que le nôtre.

Nous pouvons tenir un discours clair et net parce que nous avons su garder notre totale indépendance d'esprit. Nous ne faisons la course pour aucun candidat, aucun parti. Seules nos convictions nous guident. Bref, nous essayons d'être des hommes libres, et responsables.

Notre seule crainte est celle-ci : y aura-t-il un vrai débat ? Certains d'entre nous redoutent que nos efforts ne soient vains, parce qu'en fin de compte, comme en 2002, la campagne et le vote pourraient se ramener à des choix caricaturaux sur des thèmes et des clivages artificiels. Le choix d'un homme, d'un camp, d'un parti ne tient pas lieu de choix de société. C'est un simple acte de foi, une confiance aveugle qui très rapidement se révèle trompée: passée la fête passé le saint.

Je vous engage donc à suivre avec attention cette rentrée libérale, et à participer avec détermination aux efforts que nous voulons mener pour réclamer un vrai débat, et pour y faire entendre le message libéral traduit en mesures concrètes, en réformes profondes. Liberté oblige.

Jacques Garelo

Conjoncture

ALLEMAGNE : LE GOUVERNEMENT COMPROMET LA REPRISE

L'économie allemande est en reprise. Reprendre c'est bien, mais reprendre durablement c'est mieux. Il ne suffit pas de voir les indicateurs macro-économiques au vert, il faut savoir s'ils ne vont pas repasser au rouge.

Ce qui se passe en Allemagne pourrait donner à réfléchir à nos autorités qui ne cessent de publier des bulletins de victoire. Car quelques embellies statistiques sont sans lendemain si la politique s'en mêle, et si le gouvernement ne poursuit pas dans le bon sens. Or, c'est exactement ce qui se passe en Allemagne aujourd'hui : le chômage diminue, la croissance repart, mais sur fond de politique fiscale suicidaire. Et les experts s'inquiètent...

Le chômage diminue

L'Allemagne était, avec la France, l'homme malade de l'Europe. Le poids de la fiscalité et de l'Etat providence, celui des syndicats et de la cogestion, mais aussi, il faut le reconnaître, le poids financier de la réunification, l'ancienne Allemagne de l'Est ayant été ruinée par quarante années de communisme, tout cela expliquait la mauvaise situation économique. Cependant, depuis quelque temps, les choses semblent aller mieux.

Cette amélioration vient d'abord de la croissance mondiale, américaine, chinoise ou autre, qui a fini par tirer du sommeil la vieille Europe. Ensuite, certaines réformes de l'ancien gouvernement social-démocrate de SCHROEDER, en particulier sur le marché du travail, ont été dans la bonne direction. Réduction des indemnités chômage, obligation d'accepter un emploi, sauf à voir ses prestations se réduire, tout cela a incité les chômeurs à reprendre du travail au plus tôt.

C'est ainsi que pour la première fois en quinze ans le chômage a chuté en Allemagne au mois de juillet (l'Allemagne publie des séries brutes, non corrigées des variations saisonnières) alors que depuis la réunification, juillet avait toujours été un mois catastrophique, en particulier en raison des sorties du système scolaire et donc des arrivées massives sur le marché du travail. Le taux de chômage lui-même a chuté, passant de 11,7% pendant l'été 2005 à 10,5% cet été et cela en comptant le taux exceptionnellement élevé de l'Allemagne de l'Est, sinistrée. Pour la seule Allemagne de l'Ouest, le taux est désormais inférieur à celui de la France.

Les autres indicateurs vont aussi dans la bonne direction. La production industrielle a augmenté de 1,5% au printemps, taux le plus rapide depuis un an. Les carnets de commande des entreprises ont progressé de 17,3% en un an, plus forte reprise depuis l'an 2000. Certains commentateurs avancent aussi l'impact positif de la coupe du monde de football, aussi bien sur le tourisme que sur certains achats. En fait, c'est l'économie entière qui semblait redémarrer.

Le PIB en hausse

Ces améliorations se résument dans un taux de croissance du PIB qui sera sans doute autour de 2% cette année (+ 0,9% pour le seul second trimestre), un progrès sensible par rapport au rythme antérieur (moins de 1%). Un autre motif de satisfaction est le dynamisme extraordinaire du commerce extérieur : celui-ci bat des records d'excédents et les exportations progressent rapidement. Pourtant la forte appréciation de l'euro sur le marché des changes pouvait représenter un handicap pour les exportateurs, et une incitation à importer. Il n'en a rien été, et seul le gouvernement français continue à soutenir que nos déficits viennent de l'euro fort.

Les déficits publics eux-mêmes paraissent maîtrisés cette année, et le budget obéit aux règles de Maastricht, avec un déficit qui devrait repasser en dessous de la barre des 3% du PIB.

En conclusion, tout cela a permis à Angela MERKEL de déclarer « la situation économique s'est sensiblement améliorée et l'Allemagne n'est plus considérée comme l'homme malade de l'Europe ». Pourtant, tous les experts sont d'accord pour affirmer que cette reprise n'aura qu'un temps et que la situation va devenir catastrophique en 2007.

Pourquoi ? L'explication est simple. L'économie allemande, comme l'économie française, est malade de la politique. La coalition CDU-SPD s'est mise d'accord sur un programme, qui repose sur un compromis clairement social-démocrate. C'est le SPD qui a donné le ton. Certes, lors du Congrès de la CDU consacré au programme, l'aile libérale a protesté contre cette dérive vers la gauche de la coalition. Angela MERKEL a certes rappelé que son parti restait fidèle à « l'économie sociale de marché », formule qui a une bonne part d'ambiguïté, mais certains leaders de l'aile gauche ont contesté que les baisses d'impôts (accordées aux entreprises) puissent conduire à plus d'investissements et d'emplois.

La reprise est menacée par la hausse des impôts

Or ce sont eux qui l'avaient emporté au niveau gouvernemental. La décision la plus grave consiste à augmenter de trois points le taux de la TVA (passant de 16 à 19%). C'est considérable. Sans parler des hausses annoncées des cotisations sociales (assurance-maladie) et de quelques surtaxations « des plus riches ». Tout cela sera dramatique pour l'économie et va briser net le début de reprise. Et on verra même les finances publiques se dégrader car chacun sait qu'une hausse des prélèvements obligatoires finit par rapporter moins à l'Etat.

Les experts viennent de tirer le signal d'alarme. C'est ainsi que l'indice ZEW regroupe les analyses de 350 spécialistes de l'économie et de la finance. En quatre mois, l'indice a chuté de 66 points et en août il a reculé de 20 points, atteignant son plus faible niveau depuis juin 2001 : tous anticipent un ralentissement de la croissance dès le début 2007, et cela uniquement en raison de la hausse des impôts. Le président du ZEW précise « les nuages s'accumulent à l'horizon 2007 ». Le Figaro résume très bien la situation : « la hausse attendue de la fiscalité menace l'économie allemande ». Certains envisagent même une récession et un taux de croissance négatif au premier trimestre 2007.

Refus de poursuivre les vraies réformes, hausse spectaculaire de la fiscalité, voilà la recette la plus sûre pour briser net toute reprise de la croissance et de l'emploi. Voilà, une nouvelle fois, qui rapproche l'Allemagne et la France. Quand l'économie est malade, c'est de la politique. Sans recul de l'Etat, il n'y a pas de solution aux difficultés économiques allemandes ou françaises. Il faut faire comprendre que l'Etat n'est pas la solution, mais que c'est le problème.

De l'avis des taste-vin, le millésime 2006 était excellent. Affluence, conférences, conséquences : une cuvée remarquable.

Affluence : plus de trois cents inscrits, dont deux cents jeunes grâce aux bataillons fournis par l'Institute for Economic Studies Europe – c'est-à-dire des étudiants venus de vingt pays différents d'Europe, et par la jeune force politique de Liberté Chérie, qui fera certainement parler d'elle à nouveau au cours des mois à venir. Cinquante quatre conférenciers intervenants, Américains en majorité, mais aussi Italiens, Allemands, Tchèques, Baltes, Espagnols, Anglais, Suisses, et Français bien entendu : l'Europe fait recette.

Conférences : elles portaient sur l'Europe et son futur. Dès l'ouverture, le Président Vaclav KLAUS donnait le ton : « nous n'avons pas besoin d'une unification politique, elle serait nuisible et inefficace ». La leçon inaugurale par le Pr. Chantal MILLON-DELSOL faisait apparaître que l'Europe n'a jamais été aussi heureuse et prospère que lorsqu'elle a été diverse, la diversité permettant l'exemplarité, la sauvegarde et la complémentarité. La concurrence est préférable à l'harmonisation, qui est le mot « politiquement correct » pour nivellement. La concurrence fiscale diminue les prélèvements et protège les contribuables contre les atteintes à leurs droits de propriété. La concurrence sociale met les Etats en devoir de réformer les couvertures sociales trop onéreuses et de réviser un droit du travail de plus en plus rigide. Les travailleurs devraient savoir, comme le suggère Axel ARNOUX, chef d'entreprise, quel est le salaire auquel ils auraient droit compte tenu de la valeur de leur travail, et qu'ils ne toucheront jamais à cause des ponctions à la source faites par les administrations fiscales et sociales. En France le salaire « complet » est le double du salaire net versé. La concurrence institutionnelle, de façon plus générale, est de nature à découvrir les règles sociales les plus favorables aux Européens, à leur développement personnel, et à leurs performances économiques. Les professeurs DEN UYL et RASMUSSEN ont évoqué ces « méta-normes » universelles qui permettent de gérer la diversité parce qu'en dépit des différences de culture, d'histoire et de moyens, il existe des réalités humaines qu'on ne peut effacer : la volonté des êtres humains de créer, d'échanger, de respecter les droits des autres. L'Europe n'aura d'utilité que si elle assure la concurrence, si elle respecte la diversité, tout en reconnaissant la liberté et la dignité des êtres humains sur l'ensemble de son espace.

Philosophie, droit, économie, science politique, science fiscale (bien représentée grâce à la participation des experts de l'IREF – Institut de Recherches Economiques Européennes orienté vers les questions européennes) : toutes les dimensions de l'Europe ont pu être évoquées grâce à cette approche multi-disciplinaire.

Conséquences : cette vision de l'Europe devrait être présente dans le débat public qui va s'ouvrir en France au cours des prochaines échéances électorales. Les hommes politiques français doivent cesser de poursuivre les chimères européistes, et faire en sorte que la France puisse relever le défi de la concurrence en Europe et hors d'Europe. Des réformes fondamentales sont à réaliser. Plusieurs parlementaires et de très nombreux élus locaux se sont succédés pendant toute la durée de l'Université, avec une mention particulière pour le groupe des réformateurs représenté par Hervé NOVELLI, Christian VANNESTE, Dominique TIAN, Christian LUCA, Etienne BLANC, et pour Madame le député maire d'Aix en Provence Maryse JOISSAINS MASINI. Ils sont certainement parmi ces candidats vers lesquels les électeurs, nantis du Guide, se retourneront avec sympathie les mois prochains : puissent-ils réussir ! Enfin et non la moindre conséquence : le front des libéraux rassemblés et motivés pour peser sur les prochaines consultations. Oui, la société civile est de retour. Un seul bémol : naturellement aucun écho dans la presse nationale, trop occupée à observer les dinosaures de la politique. Comme les bonnes nouvelles, les idées nouvelles n'intéressent que très peu de journalistes.

L'université d'été du MEDEF vient de se dérouler sur le campus d'HEC. C'est la deuxième université d'été sous la présidence de Laurence PARISOT, mais en réalité la première entièrement préparée sous ses couleurs. Après une année placée sous le signe du « désaccord constructif », la présidente a voulu placer l'université d'été sous le thème « concilier l'inconciliable ». En réalité, elle montre une nouvelle fois son aptitude au dialogue et surtout sa volonté de faire œuvre pédagogique pour faire comprendre aux Français l'entreprise et l'économie en général.

Son interview aux Echos (30 août) le prouve : « Je pense que la France est à un point d'inflexion, que les Français sont prêts à regarder le monde tel qu'il est, à entendre des choses qui étaient de l'ordre du tabou jusqu'ici. Ce thème est un appel au dépassement des clivages. Les participants de tous horizons réunis pour cette université d'été peuvent nous aider à trouver la voie ».

« Les Français sentent confusément que le pays peut basculer dans le meilleur comme dans le pire. Ils ont compris que barrer la route à la mondialisation était mission impossible. Ils veulent savoir ce que la France peut faire dans le contexte actuel, d'autant plus qu'ils ont maintenant pris conscience du problème de l'endettement public. (...) Dans la première seconde qui a suivi mon élection, je me suis concentrée sur les enjeux de fond. Quand je me suis impliquée dans les négociations sur l'assurance-chômage, fin 2005, j'ai fait un travail essentiel pour échapper au réflexe qui consiste à augmenter systématiquement les recettes, et donc les prélèvements ».

« Ma pensée économique, c'est de penser l'économie. A chaque instant, nous devons mesurer l'impact de nos décisions avant de les prendre. Car toute négociation entre des intérêts divergents est impossible si elle ne part pas d'un diagnostic commun. Malheureusement, notre pays souffre d'une double inculture économique et statistique. Avec une petite pincée de connaissances supplémentaires pour chaque citoyen, la France surmonterait beaucoup plus vite les handicaps nés des incompréhensions de langage qui paralysent la négociation entre partenaires sociaux ».

« Nous voulons continuer à avancer sur le dialogue économique et aussi sur ce qui doit relever de la loi ou du contrat. Nous demandons très clairement aux pouvoirs publics de faciliter le développement de la négociation collective et de respecter l'autonomie de celle-ci. (...) Nous aspirons tous à une société civile plus vive, plus présente, plus participative. (...) De son côté, le syndicalisme français doit rejeter la culture du conflit pour adopter celle du compromis ».

Enfin, à une question sur les propositions des candidats aux présidentielles d'augmenter fortement le SMIC, Laurence PARISOT répond : « J'y vois un danger de compression vers le bas de l'échelle salariale. Ce serait même une erreur qui ouvrirait la porte au chômage de masse. Il y a de la démagogie à laisser croire que la fixation du SMIC est une décision purement politique, alors qu'elle doit résulter d'abord de paramètres économiques, comme l'inflation, la productivité et la croissance. C'est pourquoi le Medef demande aux futurs candidats que le SMIC soit à l'avenir fixé par une commission indépendante. On peut aussi imaginer des négociations paritaires pour fixer le SMIC par branches ou par territoires ».

Nous pourrions renforcer la position de Madame PARISOT en rappelant que la théorie économique démontre sans peine qu'un SMIC si proche du salaire moyen est une machine à créer du chômage, et frappe par priorité ceux qui sont au bas de l'échelle et que l'on veut protéger :

1° quand les salaires des personnes moins qualifiées augmentent plus vite que les autres, l'employeur a intérêt à embaucher du personnel plus qualifié, comparativement meilleur marché.

Ainsi les smicards au chômage le restent plus longtemps.

2° quand les gens en bas de l'échelle ont des salaires proches des autres, ils n'ont aucune incitation à rechercher une plus haute qualification, et ils sont les premiers touchés par le chômage parce que les employeurs hésitent à licencier le personnel de haute qualité.

Pour conclure, on se réjouira de voir la présidente du Medef tenir un langage clair, qui devrait éclairer la société civile. Voilà des propos qu'hommes politiques et syndicalistes devraient écouter plus souvent. Qui les y incitera ?

La situation politique est inquiétante dans plusieurs pays de l'Est, où l'on assiste à un retour de la gauche, comme c'est le cas en Ukraine, mais aussi à des tentations isolationnistes et protectionnistes, venues notamment de l'extrême-droite, comme c'est le cas en Pologne. Cette semaine, c'est la Slovaquie qui attire l'attention. En effet, le nouveau premier ministre de gauche, Robert FICO, chef du parti de gauche Smer, a formé il y a quelques temps avec l'extrême-droite une coalition dite « rouge-brun ». Les bonnes consciences de la gauche française ne s'en sont guère émues. On imagine ce qui se serait passé si c'est la droite qui avait fait alliance avec l'extrême-droite. Mais -c'est bien connu- la gauche a la morale pour elle, et peut donc tout se permettre.

Ce nouveau gouvernement a remplacé la droite libérale depuis les élections du 17 juin. Celle-ci avait profondément réformé le pays dans un sens libéral, par exemple en instaurant la fameuse flat tax, à un taux de 19%, aussi bien pour les entreprises que pour les services ou les particuliers. Résultat de ces réformes : le FMI comme la Commission européenne n'ont cessé de féliciter ce pays, le présentant comme « le meilleur élève de la classe européenne », certains parlant aussi d'un Monaco de l'Europe centrale, ce qui dans leur bouche était un compliment, la réforme fiscale attirant massivement entreprises et investissements. C'est ainsi que de nombreuses entreprises automobiles, de PSA à Volkswagen en passant par Hyundai s'étaient installées en Slovaquie, attirées par la fiscalité attractive.

Tout cela est terminé. Car l'extrême-droite et la gauche ont un point commun, qui les rapproche et leur permet pour l'instant de gouverner : c'est leur anti-libéralisme, leur étatsisme et leur protectionnisme. Comme en Pologne. Le projet est simple : annuler les réformes du gouvernement précédent. Et c'est tout naturellement la flat tax qui est la première menacée. Plus question d'un taux unique : on devrait revenir à la progressivité, qui avait pourtant fait tant de dégâts en surtaxant les plus entrepreneurs.

Ensuite, le gouvernement veut s'attaquer à la protection sociale. Celle-ci avait été réformée dans un sens plus libéral, pour développer les responsabilités de chacun. On avait mis fin à la soi-disant gratuité (il y a toujours quelqu'un qui paie...) du système de santé, héritée du système soviétique. Cette responsabilisation avait aussi pour but d'assainir les finances publiques. Maintenant il est question de revenir à la bonne vieille -et illusoire- gratuité des soins. Plus généralement, le nouveau gouvernement promet une « politique plus sociale » : on sait ce que cela veut dire : plus d'Etat, plus de prélèvements obligatoires, plus de redistribution, moins de responsabilités et moins de libertés.

Mais il y a un autre point commun qui a rassemblé ce gouvernement, c'est son protectionnisme. La Slovaquie avait connu le succès grâce à l'ouverture des frontières, en Europe comme à l'extérieur. Comme le titre Le Figaro, qui rapporte ces informations : « La Slovaquie s'engage sur la voie de l'isolationnisme ». C'est la récession et la fuite des capitaux assurés. Le thème est bien connu : « la protection des intérêts slovaques face à la concurrence étrangère ». C'est ainsi que la privatisation de l'aéroport Letisko de Bratislava a été annulée au dernier moment : il devait être vendu à un consortium austro-slovaque. Impensable pour ce gouvernement. Cela nous rappelle notre « patriotisme économique ».

Tout cela est inquiétant. Nous avons fondé beaucoup d'espairs sur les pays de l'Est pour contribuer à la libéralisation de l'Europe. Comme l'a montré l'Université d'Été d'Aix, il y a heureusement encore beaucoup de raisons d'espérer du côté de nombreux pays d'Europe centrale et orientale. Mais les forces du conservatisme et de l'étatsisme sont aussi à l'œuvre et c'est, y compris pour nous Français, une bataille décisive pour la liberté qui se joue en ce moment dans ces pays. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces enjeux en faisant, semaine après semaine, le compte rendu de l'Université d'Été de la nouvelle économie, consacrée précisément à l'Europe et à la concurrence.

Les Français sont tout de même étonnants. Dans un sondage que nous avons longuement commenté il y a quelques mois, ils étaient les seuls au monde à refuser l'économie de marché, alors que tous les autres peuples, Chine compris, plébiscitaient le marché. A en croire les hommes politiques, les Français par exemple n'auraient jamais accepté de toucher aux 35 heures et le sujet est resté tabou. Ajoutons la subversion du vocabulaire, puisque Madame ROYAL parle de réhabiliter la valeur du travail, sans toucher un instant aux incitations au non travail et à la réduction obligatoire de la durée du travail.

Or voilà qu'un sondage publié par le Financial Times vient remettre en cause les idées reçues dans ce domaine du temps de travail. Le sondage a été réalisé dans cinq pays européens, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie et Espagne. La question était simple : « Un gouvernement est-il habilité à limiter le nombre d'heures travaillées par un employé ? ». Cela rejoint un débat européen dont nous avons parlé, sur la possibilité de déroger aux 48 heures maximales de travail théoriquement fixées par les textes européens, mais que l'on peut dépasser en pratique.

Sans surprise, nos partenaires sont hostiles à la limitation du nombre d'heures travaillées : les Allemands par exemple à 62%, Anglais et Italiens de façon également majoritaire. Seule exception, l'Espagne : les Espagnols souhaitant à 72% que l'Etat décide de leur temps de travail : on voit là bien l'oeuvre des socialistes espagnols : il est hélas loin le temps d'AZNAR.

Et les Français ? Et bien, contre toute attente, 52% des français se déclarent opposés à ce que le gouvernement limite le nombre d'heures de travail. Or il se trouve qu'en France non seulement la durée du travail est légalement de 35 heures, mais encore le nombre d'heures supplémentaires faites par un salarié est strictement limité. Certes les gouvernements de droite ont un peu assoupli le système et sous certaines conditions, on ira jusqu'à 39 heures (4 heures payées en heures supplémentaires).

Plus surprenant encore, les trois quarts des Français se disent prêts à faire des heures supplémentaires pour gagner plus. Il est admirable que les Français aient pu ainsi garder assez de lucidité pour comprendre que leur rémunération ne peut dépendre des décrets du gouvernement mais de leurs efforts et de la satisfaction des clients. Cela signifie que le matraquage des médias, dont les sympathies socialistes ne sont plus à démontrer, ne résiste pas à la réalité quotidienne : les gens ont besoin de garder ou d'accroître leur pouvoir d'achat et ils n'entendent pas que quiconque les en empêche. Les Français pourraient aussi savoir que l'on constate partout dans le monde que ce sont les pays où l'on travaille le plus grand nombre d'heures de travail qu'il y a le moins de chômage : juste l'inverse de ce que racontent nos politiciens avec la fable du « partage du travail ». Il est vrai que si l'on en croit le Président CHIRAC ce qui se passe ailleurs qu'en France n'est « ni à envier, ni à copier » !

La rentrée libérale pp. 1-2

Allemagne : le gouvernement compromet la reprise pp. 2-3

L'Université d'Eté à la Une p. 4 – Université d'Eté : 29^e édition,
29^e succès : qui le sait ? p. 5

Laurence Parisot : « Barrer le route à la mondialisation est impossible » p. 6 – Rouges et bruns : national-socialisme en Slovaquie p. 7 – Les Français pour la flexibilité du travail p. 8.